

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 20

25^e année • mercredi 18 mai 2022

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA

PERSONNEL DE SMOOD: JUSTICE SAISIE



OLIVIER VOGELSANG

Les voies de la négociation collective et de la conciliation n'ayant pas abouti, quatre requêtes en droit du travail ont été déposées simultanément auprès des Tribunaux des prud'hommes de Genève, Vaud, Neuchâtel et Valais pour un montant de 125 000 francs. Unia encourage les autres employés de Smood à saisir la justice pour réclamer leur dû. **PAGE 3**

POINT DE MIRE

Il y a urgence

Sonya Mermoud

Surcharge de travail, burn-out, perte de sens, salaires à la traîne, plannings et horaires en dents de scie, contraintes administratives chronophages... Autant de facteurs expliquant l'interminable hémorragie du personnel de la santé: chaque mois, quelque 300 professionnels du secteur posent leur blouse blanche, selon l'Association suisse des infirmières et infirmiers (ASI). Conséquence: plus de 13 200 postes dans les soins sont actuellement à repourvoir. Soit près de 1000 de plus qu'à la fin de 2021. Une pénurie d'effectifs chronique qui continue de s'aggraver pour un mal pourtant clairement identifié. Tout comme les remèdes susceptibles de l'enrayer. Les traitements tant attendus se heurtent cependant toujours à une inertie irresponsable. À un manque de volonté politique crasse dans un secteur crucial largement mis en lumière durant la pandémie de coronavirus en révélant ses carences accentuées par la crise sanitaire. Cette situation a une nouvelle fois été

dénoncée le 12 mai dernier, à l'occasion de la Journée internationale des infirmières et infirmiers. Manifestations, distributions de tracts, tables rondes... Plusieurs actions ont été organisées afin de sensibiliser la population à la difficile situation des salariés du domaine et aux problèmes qu'ils affrontent. Et ont surtout agi comme une piqure de rappel. Un aiguillon pour exiger la mise en œuvre immédiate de l'initiative populaire «pour des soins infirmiers forts» largement acceptée dans les urnes le 28 novembre dernier. Rappelons que les citoyens avaient alors plébiscité un encouragement et un accès facilité à la formation, ainsi qu'une amélioration des conditions de travail visant à rendre le métier plus attrayant. Si le premier volet des revendications trouve un ancrage dans la sphère dirigeante, le second demeure en veilleuse, les autorités ayant décidé d'une application en deux étapes. Autant dire que rien ne sera entrepris sur ce dernier front d'ici à ces trois ou quatre prochaines années. Et ce en dépit de l'urgence. Cet attentisme inadmissible maintiendra le statu quo malgré les dangers qui l'accompagnent. Les départs prématurés vont se poursuivre. La qualité des soins en pâtir. Avec des risques accrus pesant sur les patients confiés à un personnel œuvrant à flux tendu. Des troupes épuisées et frustrées après deux années de Covid qui les ont mises sur les rotules, au terme de sacrifices qui, bien que salués, n'ont pas été récompensés à leur juste valeur. Dans ce

contexte, hors de question pour les soignants de patienter encore et encore pour voir leur ciel s'éclaircir. De subir un long processus législatif de la Confédération. Il s'agit dès aujourd'hui d'investir dans le domaine. De valoriser les prestations remplies via un financement adéquat. D'offrir de réelles compensations en argent et en temps aux employés du secteur. De favoriser une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie familiale. Cantons, communes et employeurs doivent se saisir sans délai du problème, le Conseil fédéral et le Parlement présenter et adopter des lois fortes pour des soins forts, en respect de la volonté populaire. Il est impératif de soustraire le système de santé à une logique de rendement et à une pression constante en vue d'économies. Il s'agit désormais, certes, de recruter des soignants et de renforcer les effectifs dans les hôpitaux, les homes et les soins à domicile, d'assurer une relève qui fait défaut. Mais surtout, de réaliser les conditions-cadres nécessaires pour fidéliser les vocations en plaçant l'humain au centre, praticiens comme patients. Un facteur jouant un rôle moteur dans le choix de ce métier, de sa poursuite et pour de bonnes prestations concernant l'ensemble de la société. ■

PROFIL



Fabian Menor, esquisses d'âmes.

PAGE 2

SOINS

Conditions de travail à améliorer.

PAGE 5

LOI

La lutte pour des multinationales responsables continue.

PAGE 7

HEXAGONE

Entretien avec la candidate de la France insoumise en Suisse.

PAGE 9

MONTRE UN BOUT D'ÂME...

Bédéiste et illustrateur, Fabian Menor a ressuscité et adapté en images «Derborence», le roman de Ramuz. En phase avec son amour des contrastes

Sonya Mermoud

C'est la rencontre virtuelle entre un bédéiste et illustrateur de 24 ans et un écrivain décédé au milieu du siècle passé. Un jeune talent et un pilier de la littérature suisse. Le premier vit à Genève et compte une bande dessinée à son actif. On ne présente plus le second, Charles Ferdinand Ramuz qui, dans *Derborence*, a raconté l'histoire d'une communauté de paysans et de montagnards victimes d'un drame éboulement. Le jeune homme n'a jamais lu ce récit avant que Hadi Barkat, directeur des Editions Helvetiq, ne le contacte. Et lui propose de faire revivre, avec d'autres de ses pairs, le patrimoine littéraire du célèbre écrivain vaudois via la Collection Ramuz Graphique nouvellement lancée. L'idée est de créer «une cordée reliant un auteur du passé et de jeunes dessinateurs» appelés à mettre en cases trois de ses titres. Un concept qui a tout de suite séduit Fabian Menor, appréciant les contrastes, et ravi de relever le défi. «J'ai pu, entre trois œuvres, choisir celle qui me parlait le plus. J'ai opté pour *Derborence* en raison de son caractère universel et très local à la fois. A sa découverte, je me suis immédiatement représenté l'ambiance. J'ai senti les émotions des personnages», raconte le Genevois, qui se familiarise à «ce monde de taiseux et à l'écriture sèche, minérale, pesante, et sombre, compatible avec la montagne» de Ramuz. Une atmosphère aux antipodes de sa nature chaleureuse aussi héritée de ses racines mexicaines dont il va encore s'imprégner en se rendant sur place, carnet de croquis en main.

VOYAGES INSPIRANTS

«Le lieu est accessible six mois par an. Je suis arrivé dans un cul-de-sac impressionnant, atteint au terme d'une route vertigineuse. Beau et effrayant à la fois. Magnétique.» Fabian Menor consacre alors une année de sa vie à la création de l'ouvrage qu'il va adapter à son regard. «J'ai traité la montagne à la manière de Ramuz, non comme un décor mais un personnage, tout en conservant une marge d'interprétation», indique l'artiste qui, le trait sensible et assuré, a travaillé ses planches

à l'encre de Chine, au lavis et avec des couleurs numériques sombres et étranges. Et signe un ouvrage donnant toute la dimension de la fragilité des êtres face à la nature et son potentiel tragique. Aujourd'hui, Fabian Menor est, avec deux autres auteurs, engagé dans un projet traitant de l'exil. «J'illustre le quotidien d'un jeune requérant d'asile mineur non accompagné d'origine afghane. Un réfugié parvenu dans cette Suisse associée à un petit paradis sans y goûter, entre la violence des foyers, la solitude... Je l'ai rencontré, essayant d'être au plus près de son ressenti.» Une commande en résonance avec les centres d'intérêts de Fabian Menor, passionné par les rencontres, la découverte de nouvelles cultures, la collaboration avec d'autres créateurs. «J'adore voyager. J'en ai besoin pour nourrir mon travail. Pour me confronter à des manières de vivre, des paradigmes différents. Certainement en raison de mes origines, mais aussi en lien avec la Genève multiculturelle», précise celui qui s'est rendu plusieurs fois au Mexique visiter son père mais aussi dans plusieurs autres pays.

D'AUTRES MODÈLES POSSIBLES

Au bénéfice d'un CFC de graphiste, diplômé de l'Ecole supérieure de BD et d'illustration de Genève, Fabian Menor dessine depuis son plus jeune âge. Une activité qui lui permet de s'échapper du monde, de créer son propre univers. «Je peux alors présenter ce que je vois sans devoir l'expliquer. Montrer un bout d'âme», affirme le passionné qui, enfant, bénéficiera des conseils de Zep, rencontré dans le cadre scolaire et lors d'un festival de BD. «Il m'a chapeauté au début de mon parcours, a été un peu comme un mentor. Adorable de sa part.» Adolescent, Fabian Menor a créé chaque mois un strip pour le journal *Le Lancéen* inspiré de l'actualité. Au terme de ses études, il réalise *Elise*, une BD consacrée à la difficile enfance de sa grand-mère et publiée à La Joie de lire. «C'est devenu son livre de chevet», sourit l'auteur, de la tendresse dans la voix. Très attaché à sa famille, Fabian Menor confie être aussi particulièrement proche de sa mère. Des liens qui adoucissent le regard sévère sur le monde, «mal foutu», que porte le jeune homme, n'en

restant pas moins optimiste. «Je veux croire en l'être humain. Non pas dans l'architecture actuelle, entre mondialisation, individualisme, course au rendement, consommation à outrance, etc., mais sous l'angle des relations nouées avec les proches et les amis. Persuadé que nous pouvons vivre autrement. Sortir de la pensée unique, d'un seul même modèle.» Rien n'irrite plus par ailleurs le dessinateur que le profit réalisé au détriment de la qualité matérielle, sociale, humaine, environnementale. De quoi le fâcher... intérieurement, le créatif préférant aux luttes frontales pratiquer «une politique passive plus diplomatique».

LA CONSCIENCE DE L'ÉPHÉMÈRE...

«Je suis de nature plutôt calme et privilégié, à la confrontation, le dialogue en jouant volontiers le rôle de l'avocat du diable.» Si Fabian Menor ne milite dans aucun groupe, il s'engage à son niveau, dans son quotidien, circulant à Genève à vélo et en transports publics, ayant renoncé à manger de la viande ou encore en défendant des valeurs humanistes et de respect. Epanoui dans son travail, le dessinateur associe le bonheur à la capacité de vivre dans l'instant présent et à une certaine simplicité, heureux de passer du temps avec ses pincesaux, ses proches, autour d'un bon

repas ou encore à se balader avec sa chienne – il adore les animaux. Tout en gardant constamment à l'esprit l'éphémère des choses. «Je suis un anxieux. Je sais que tout peut basculer d'une heure à l'autre», note le sympathique bédéiste et illustrateur, qui se voit néanmoins dans dix ans vivre encore mieux de son art, peut-être entre la Suisse et le Mexique, et avec une multitude de personnages, refusant de se laisser enfermer dans une seule case... ■



THÉRIY PORCHET

Fabian Menor trace sa route avec confiance et optimisme même s'il s'inquiète de l'état du monde.



DE BIAIS

Christophe Gallaz

DE LA SOLIDARITÉ PROTECTRICE À LA SOLIDARITÉ SUICIDAIRE

Nous voici donc sommés, en tant qu'espèce humaine, de gérer l'imminence du seul drame sommital aujourd'hui, le réchauffement climatique, annoncé par tous les scientifiques et déjà vérifié par les peuples. Or parmi les thèmes de la réflexion requise par cette circonstance, celle du rapport existant entre notre intelligence individuelle et notre intelligence collective est primordiale. Et dès lors quelques références tierces s'imposent. Quand vous considérez les comportements d'une espèce animale non humaine, par exemple,

vous vous apercevez que chaque membre de cette espèce est dans la plupart des cas doué d'une autonomie fonctionnelle fondatrice. Observer les jeunes martinets noirs au mois de juillet nous dispense à cet égard de purs émerveillements. Leurs géniteurs étant généralement repartis deux ou trois jours plus tôt pour regagner leur séjour hivernal en Afrique (mais après avoir vérifié la maturité suffisante de leur descendance, bien sûr!), ils se lancent seuls dans leur premier envol, savent seuls se nourrir et se désaltérer puis entreprennent leur migration seuls à leur tour, sans autre boussole que la leur. Miracle d'autosuffisance chez ces jeunes oiseaux, donc, irriguée par toutes les facultés d'adaptation nécessaires au décor paysager et même météorologique qui les a vus naître – la «culture» sensitive et par conséquent comportementale d'un martinet noir habitant Lausanne n'étant évidemment pas celle d'un martinet noir habitant Pékin. Or cette autosuffisance-là, cette sorte de «personnalité» qui permettra plus

tard aux observateurs les plus affûtés des martinets adultes de distinguer entre eux des différences notables entre leurs comportements nidificateurs, par exemple, est idéalement compatible avec les principes de l'intelligence collective animant leur espèce. Ainsi les martinets noirs nichent-ils tous volontiers en colonies pouvant compter des dizaines de nids contigus, entretiennent sans relâche de puissantes conversations sociales et savent se «donner le mot» pour échapper ensemble à quelque orage contraire à leur bien-être, ou s'élever au crépuscule jusqu'à leurs dortoirs volants. Or cette sorte d'accord entre les intelligences individuelles et l'intelligence collective me semble un principe observable au travers de tout le monde animal, où nulle part une espèce se dérégle globalement en conséquence de comportements «privés» dont l'adoption statistique massive s'avérerait, comme au sein de la nôtre, progressivement incompatible avec son intérêt général.

Si je considère l'histoire du monde ouvrier, j'observe que les mécanismes de la solidarité se sont instaurés de façon très belle et très féconde. On raisonnait à partir de cas personnels caractérisés par la misère matérielle, la rudesse des labeurs et l'iniquité des rémunérations financières, pour imaginer des structures défensives de groupe, d'ordre syndical pour finir, propres à constituer des forces de frappe sociales et dialectiques lancées comme des béliers contre les murailles de l'ordre propriétaire dominant. Autrement dit l'individu ne s'anonymisait pas dans une masse chargée de plaider sa survie, mais s'y prolongeait comme le témoin de lui-même et ne cessait d'y faire valoir cette qualité. En continuant d'inspirer la militance collective et cogérant à ce titre la manœuvre combattante ou partisane utile. Or aujourd'hui, alors que la lutte cruciale est devenue d'ordre environnemental et que les iniquités sociales se sont dévisualisées sous les déferlements et les aliénations de la consommation, ce mode de solidarité est pulvérisé.

Si l'individu que nous sommes en cet an 2022 est plongé dans l'angoisse à la perspective du réchauffement climatique, il ne déverse guère celle-ci, en effet, dans la grande corbeille de l'angoisse collective pour que surgissent de celle-ci des remèdes judicieusement collectifs à la hausse des températures mondiales et son cortège annoncé de catastrophes. Non, il fera l'inverse: il comptera sur l'ordre collectif pour y dissoudre sa responsabilité dans le surgissement de la catastrophe et pour s'en rendre irresponsable. Par exemple, il spéculera sur la dilution des gaz émis par sa voiture dans la totalité de ceux produits par le milliard et demi de véhicules à moteur infestant la planète, et s'en trouvera tranquilisé: l'ordre collectif qui représentait l'individu contemporain le dissimule désormais, lui procure toutes les impunités souhaitables et ne lui sert plus qu'à ça. Nous sommes dans le temps de la solidarité qui s'est inversée, de la solidarité perverse et de la solidarité toxique. ■

SMOOD ET SIMPLE PAY DEVRONT S'EXPLIQUER DEVANT LA JUSTICE

Quatre requêtes en droit du travail ont été déposées simultanément dans quatre cantons romands, pour un montant de 125 000 francs. Unia encourage les autres employés à réclamer leur dû devant les tribunaux

Textes Manon Todesco

Les voies de la négociation et de la conciliation n'ayant pas abouti pour trouver une solution globale au conflit qui oppose Smood et Simple Pay à leurs employés, ces derniers, soutenus par le syndicat Unia, ont décidé de saisir la justice. Le 11 mai, dans les cantons de Genève, Vaud, Neuchâtel et Valais, les premières requêtes en matière de droit du travail ont été déposées simultanément auprès des Tribunaux des prud'hommes. Sous l'œil des médias, des actions symboliques et visuelles ont eu lieu devant les tribunaux, lors desquelles des livreurs étaient présents. Ces procédures, individuelles, impliquent donc quatre employés ayant entre six mois et deux ans d'ancienneté chez Smood ou Simple Pay et concernant principalement des salaires et des frais professionnels impayés. Le montant cumulé des prétentions s'élève à 125 000 francs.

PEUT MIEUX FAIRE

A Genève, Ramzi Hadjadj, ancien livreur devenu secrétaire syndical pour

Unia, rappelle le contexte: «Nous avons tout tenté avec Smood, notamment de passer par la Chambre des relations collectives de travail (CRCT). Celle-ci a émis une dizaine de recommandations, non contraignantes, dont une seule a été retenue par l'entreprise, à savoir l'augmentation du salaire horaire à 23 francs, comme l'exige le salaire minimum cantonal. Malheureusement, on constate qu'il y a toujours des tricheries sur le paiement des frais. De même, le contrat à 0h est toujours en vigueur... La lutte a permis de faire bouger les lignes, mais pas assez, nous voulons des changements concrets pour sortir les travailleurs de leur précarité. Smood et Simple Pay ne nous laissent pas d'autre choix que de passer par la case tribunal pour régler les injustices et récupérer nos dus.» Pour rappel, les revendications des livreurs de Smood et de Simple Pay – qui n'est autre qu'une société qui loue des livreurs exclusivement à Smood – sont toujours les mêmes: l'indemnisation complète des employés pour leur temps de travail, le paiement des frais de déplacement et le versement des frais de nettoyage de leur véhicule privé.

MOINS DE 10 CENTIMES L'HEURE

Les dossiers n'ont pas été faciles à monter, comme l'explique Roman Künzler, responsable national du secteur logistique et transport chez Unia. «Il faut des preuves, et réunir tous les éléments n'a pas été évident. Beaucoup de livreurs ont perdu leurs données sur l'application. C'est pourquoi nous encourageons les employés à bien conserver les preuves de leur travail et de leurs dépenses, c'est-à-dire noter leurs heures, les kilomètres parcourus et les frais d'essence avec factures à l'appui.»

Le syndicaliste assure que, potentiellement, chaque travailleur de Smood employé à 100% pourrait réclamer environ 10 000 francs d'impayés par an. «Chez Smood, le gros problème c'est le sous-paiement des frais de voiture: ils ont droit à une indemnisation de 1 franc l'heure travaillée par voiture, ce qui représente selon nos calculs 14 centimes par kilomètre; or, les recommandations du TCS s'élèvent à 70 centimes par kilomètre. Nous sommes donc loin du compte, surtout en cette période de flambée des prix de l'essence!» Pour les employés de Simple Pay, dont les conditions de travail sont jugées encore plus scandaleuses par Unia, la note est encore plus salée. A Genève, où l'ensemble des quelque 500 livreurs Smood ont des contrats avec Simple Pay, le salaire réel final, une fois tous les frais déduits, a été calculé à moins de 10 francs l'heure contre 14,70 chez Smood... «Avec Simple Pay, nous avons des problèmes de travail de nuit, de travail du dimanche, de pour-

boires, mais surtout, les livreurs ne sont payés qu'une fois une commande reçue: le temps d'attente n'est pas rémunéré. C'est donc du travail gratuit et, ça, c'est contraire au droit du travail», s'indigne Roman Künzler. Concrètement, le livreur se met à la disposition de l'entreprise pendant deux, trois ou quatre heures, mais il sera payé à la commande, et non pas à l'heure travaillée.

RÉPONDRE DE SES ACTES

«Smood et Simple Pay font partie des modèles les plus précaires qui existent en Suisse», regrette le responsable syndical, qui dit voir de plus en plus apparaître des contrats Simple Pay à 0h, comme à Zurich. «Ils doivent maintenant faire face à leurs responsabilités devant les tribunaux, et nous sommes confiants quant à l'issue de ces procédures.» ■

TÉMOIGNAGE

RACHID (PRÉNOM D'EMPRUNT), EMPLOYÉ DE SIMPLE PAY À GENÈVE ET ÉTUDIANT

«Chaque mois, on sait le nombre d'heures qu'on va travailler, mais on ne sait pas combien on va gagner... Je travaille six jours par semaine avec ma voiture, entre 5 et 7 heures par jour, en horaires coupés. Je gagne entre 1500 et 2000 francs par mois. Je travaille parfois jusqu'à minuit, 1h ou 2h du matin et il m'arrive d'aller jusqu'à Lausanne avec mon véhicule privé. C'est un travail précaire, mais je n'ai pas d'autre choix malheureusement, je n'arrive pas à trouver autre chose. Quand je me plains auprès de mes supérieurs, ils me disent que si je ne suis pas content, je peux partir...» ■

Sous-enchère sur les pistes valaisannes

Entre 2018 et 2021, plus d'un tiers des salaires versés par les sociétés valaisannes de remontées mécaniques ne respectaient pas les minima du contrat-type de travail

Aline Andrey

«Sur 53 entreprises contrôlées, 39 ont rémunéré certains de leurs collaborateurs en dessous des minima prévus par le CTT. Même si celui-ci n'a pas force obligatoire, ces éléments peuvent constituer une situation de sous-enchère abusive et répétée.» Une fois n'est pas coutume, ce n'est pas un syndicat qui dé-

nonce le dumping salarial, mais le Canton du Valais. Celui-ci fait état d'une situation scandaleuse dans un communiqué signé par deux conseillers d'Etat, Christophe Darbellay et Mathias Reynard, ainsi que par Chiara Meichtry-Gonet, présidente de la Commission cantonale tripartite. Cet organe – constitué des représentants patronaux, syndicaux et étatiques – a confié, au Service de protection des travailleurs et des relations du travail (SPT), le mandat de réaliser le contrôle des salaires pratiqués dans le domaine des remontées mécaniques. Résultat, sur la période 2018-2021, 36% des salaires étaient inférieurs à ce que prévoit le contrat-type de travail (CTT). «Face à l'ampleur et à la gravité de ce dumping salarial, puisqu'il touche la grande majorité des remontées mécaniques et pas seulement un ou deux moutons noirs, un CTT de force obligatoire est indispensable», souligne Blaise Carron, secrétaire régional du syndicat Unia. «En Valais, ce type de contrat existe dans la maintenance industrielle, secteur qui avait connu aussi de nombreux cas de dumping par le passé. Et au niveau fédéral dans l'économie domestique.» Pour rappel, les CTT prévoient des salaires minimaux dans les branches où il n'existe pas de convention collective de travail (CCT).

AIDE FINANCIÈRE À REMBOURSER

Unia exhorte également l'Etat à n'octroyer aucun soutien financier aux entreprises qui ne respectent pas le CTT et à demander le remboursement des éventuelles aides perçues découlant de la Loi sur l'encouragement des remontées mécaniques (LERM). L'appel du syndicat sera-t-il entendu? Et comment sera-t-il mis en œuvre? Pour l'heure, comme l'indique le communiqué du Conseil d'Etat, le SPT va lancer une procédure de conciliation avec les entreprises qui seront informées individuellement de leurs résultats. «Celles pour lesquelles une sous-enchère est constatée seront invitées à adapter leurs salaires aux normes de la branche. Les écarts constatés ne sont pas tolérables et le secteur doit s'employer à corriger cette situation. Les entreprises de remontées mécaniques, en tant que colonne vertébrale du tourisme valaisan, doivent assumer de manière exemplaire leurs responsabilités sociales.» Et de conclure: «La Commission tripartite et l'Etat du Valais envisagent de rendre obligatoires des salaires minimaux dans la branche. Ce mécanisme, prévu par le droit fédéral, devrait permettre de garantir, pour le futur, un marché du travail équitable et durable dans la branche.» ■



NEIL LABRADOR/ARCHIVES

Sur 53 sociétés valaisannes de remontées mécaniques contrôlées, 39 ont rémunéré certains de leurs collaborateurs en dessous des minima prévus par le contrat-type de travail.

BRÈVE

GENÈVE LES FONCTIONNAIRES APPELÉS À SE MOBILISER

Au bout du lac, les employés de la fonction publique et du secteur subventionné veulent leur part du gâteau! Un grand rassemblement sera organisé demain, jeudi 19 mai, à l'appel du SSP et du Cartel intersyndical pour exiger de meilleurs salaires.

En effet, alors qu'une perte de 847 millions de francs était prévue au budget 2021, et qu'un retour à l'équilibre budgétaire n'était attendu qu'en 2028, la donne a changé. «Les résultats extraordinaires des comptes 2021 de l'Etat de Genève laissent apparaître une explosion des recettes fiscales à hauteur de 1,5 milliard de francs, permettant de boucler sur un bénéfice de 49 millions de francs», informent les syndicats, qui remettent en cause le gel des salaires et des annuités pour ces raisons.

Sans oublier l'inflation, qui affectera aussi le pouvoir d'achat des fonctionnaires qui ont déjà perdu en 2021 entre 2% et 4% de leur revenu net à la suite de la non-indexation au renchérissement et de la suppression de l'annuité.

Partant, le personnel a trois grandes revendications: l'indexation des salaires de l'ensemble des employés pour 2021 et 2022, l'octroi de l'annuité en 2023 et, enfin, la consultation des organisations représentatives du personnel dans l'élaboration du budget 2023 «afin de faire valoir les augmentations de postes nécessaires au bon fonctionnement de tous les services de l'Etat». ■ MT

Manifestation le jeudi 19 mai, à 16h30, aux Canons, devant l'Hôtel de Ville, à Genève.

Unia Région Transjurane
www.transjurane.unia.ch

UNIA
Le Syndicat.

Assemblée générale des retraité·e·s Unia Transjurane

Mercredi 8 juin 2022 à 15h au Restaurant de la Gare à Moutier

INVITATION

Ordre du jour

1. Salutations du Président et hommage aux disparues
2. Procès-verbal de l'assemblée générale du 27 novembre 2019
3. Bilan des activités du groupe en 2022 / activités du groupe en 2022
4. Elections statutaires du comité
5. Divers
6. Conférence: **Quel monde, quels espoirs après le Covid-19?**
Par **Jean-Claude Rennwald** (ancien membre du comité directeur Unia et ancien conseiller national) et **Dominique Haussor** (médecin spécialiste en santé publique, militant socialiste et syndical).

A l'issue de l'assemblée une collation sera offerte.

L'assemblée générale est ouverte à toutes et tous les retraités et futures retraitées en 2022 de la région Transjurane. Nous vous prions de bien vouloir nous informer de votre présence auprès de Denis Berger au numéro suivant : 032 422 79 42.

Au plaisir de vous y rencontrer nombreuses et nombreux!

Denis Berger, président
Dominique Stalder, secrétaire syndicale

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL
Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Yves Defferrard

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

JOURNALISTES
Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS
Eveline Brun, Vincent Di Silvestro
Christophe Gallaz, Ambroise Héritier,
David Prêtre, Jean-Claude Rennwald

PHOTOGRAPHES
Thierry Porchet,
Olivier Vogelsang

ABONNEMENTS 39 éditions par an
Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch

Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES
Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION
Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 55 111 exemplaires

MOVENDO

L'institut de formation des syndicats



Inscrivez-vous en quelques clics depuis notre site internet: Scanne-moi!

Quelques places sont encore disponibles dans nos cours à venir:

Cours pour tou-te-s

Fonctionner dans une équipe, un groupe, un comité

Lu 30 – Ma 31.5 Chexbres, Hôtel Préalpina

Aborder la différence sans préjugés

Je 9 – Ve 10.6 Morges, Hôtel La Longeraie

Wen-Do, cours d'autodéfense pour femmes

Je 9 – Ve 10.6 Morges, Hôtel La Longeraie

Se considérer acteur/actrice d'un système et augmenter sa marge de manœuvre

Lu 13 – Ma 14.6 Chexbres, Hôtel Préalpina

J'ai un projet, je le mène jusqu'au bout!

Lu 13.6 et Morges, Hôtel La Longeraie

Ve 18.11 Online

Mes droits au travail expliqués de façon pratique - asa

Ve 17.6 Yverdon, Centre Pro Natura

Gestion de conflits

Je 23 – Ve 24.6 Morges, Hôtel La Longeraie

Initiation à la comptabilité double

Je 23 – Ve 24.6 Chexbres, Hôtel Préalpina

Webinaire live gratuit et ouvert à tou-te-s

Formation à l'écriture inclusive

Me 22.6 – 18h30-21h Online

Nous nous réjouissons de vos inscriptions!

N'hésitez pas à nous contacter pour tout complément d'information.

Pour les membres des syndicats, les frais d'au moins un cours par an sont pris en charge par le syndicat d'affiliation.

Informations et inscriptions:

www.movendo.ch, info@movendo.ch, téléphone 021 310 48 70.

**Moins de consommation de viande.
Plus de forêt tropicale.**

JusticeClimatique.ch

FAIRE UN DON CCP 60-707707-2

WWW.EVENEMENT.CH

**Dans l'urgence,
donner les
premiers soins**

www.msf.ch
CCP 12-100-2



LE COURRIER

**L'information a un prix,
son indépendance aussi**

Offrez (-vous) un média engagé!

2 mois d'essai dès 19 Frs.

lecourrier.ch | 022 809 55 55

POUR DE MEILLEURES CONDITIONS DANS LES SOINS, ET VITE!

A l'occasion de la Journée internationale des soins infirmiers du 12 mai, le personnel a demandé la mise en œuvre rapide de l'initiative votée en novembre dernier

Jérôme Béguin

Une amélioration des conditions de travail dans la santé est indispensable. Et ça urge. C'est le message principal délivré jeudi dernier à l'occasion de la Journée internationale des soins. Des distributions de tracts, des stands, des défilés et des débats dans une dizaine de villes à travers le pays ont ponctué cette journée animée par Unia, le Syndicat des services publics et l'Association suisse des infirmières et infirmiers (ASI). «Il y a une dynamique, une volonté du côté des soignantes de s'engager, de se battre et de poser la problématique de l'amélioration des conditions de travail au niveau de l'opinion publique et dans les entreprises», se félicite Enrico Borelli, coresponsable de la branche des soins d'Unia.

En novembre dernier, l'initiative de l'ASI «pour des soins infirmiers forts», soutenue par Unia a été acceptée à 61% des suffrages. Vice-présidente d'Unia, Véronique Polito constate que «le peuple a ainsi montré qu'il soutient le personnel soignant et qu'il souhaite avant tout de bonnes conditions de travail qui permettent des soins de qualité. Ce n'est qu'ainsi que les soignants pourront s'occuper correctement de nous et de nos proches. La population l'a compris. C'est maintenant au Parlement et aux employeurs de mettre en œuvre cette volonté.» Or, le Conseil fédéral a décidé, en janvier dernier, d'une mise en place en deux étapes. La première concerne l'offensive de formation et la facturation, déjà prévues dans le contre-projet indirect de 2021, qui devrait être discuté rapidement par le Parlement. Par contre, l'amélioration des conditions de travail et le financement des soins sont remis aux calendes grecques, alors que,

chaque mois, 300 soignants quittent leur emploi et que l'on dénombre plus de 13 200 places vacantes.

Une conférence et un débat organisés par le syndicat à Neuchâtel et à Delémont ont bien fait ressortir la problématique. Invité à Neuchâtel, Frédéric Favraud, président du syndicat international Unicare Europe, a présenté le récent accord conclu entre Uni Global Union et Orpea visant à faire respecter les droits des 70 000 employés du groupe. «Le scandale Orpea a bien mis en exergue que le sous-effectif chronique pour réaliser des bénéfices empêche les soignants de s'occuper correctement des résidents», explique Alexandre Porret, secrétaire syndical d'Unia Neuchâtel.

VERS UN CRASH?

Les effectifs dans les soins font penser à «une baignoire qu'on remplit mais dont nous n'avons pas fermé le trou d'évacuation», a déploré Isabelle Gindrat, présidente d'ASI Neuchâtel-Jura, au cours du débat mené à Delémont. «Chaque semaine, j'ai une infirmière épuisée qui me contacte», a avoué, de son côté, Anne Guyot, secrétaire générale d'ASI Neuchâtel-Jura. «Nous allons, je pense, vers un crash dans les soins», a dit, pour sa part, Pierre-Alain Fridez, médecin et conseiller national, avant de s'adresser directement aux soignants présents dans le public: «Votre défaut, c'est certainement d'avoir fait votre boulot jusqu'à l'épuisement durant la crise Covid. Si, à un moment donné, vous n'aviez plus été là, on se serait vraiment rendu compte du problème. Vous avez fait simplement votre job et on oublie assez vite l'urgence. C'est pour cela que vous devez vous battre.» Secrétaire régionale d'Unia Transjurane, Rébecca Lena a plaidé pour des contrôles en matière de

conditions de travail, de santé et de sécurité au travail sur le modèle de ceux pratiqués par la Suva sur les chantiers: «Nous sommes régulièrement confrontés à des soignantes qui manquent de matériel. Lorsqu'il n'y a qu'un seul élévateur, qu'il se trouve à l'étage du dessous et qu'on n'a pas le temps d'aller le chercher, eh bien, on va s'en passer pour soulever le patient.»

TOUT LE MONDE DEVRAIT JOUER LA MÊME PARTITION...

«Au niveau des conditions de travail, les cantons devraient tout de suite jouer un rôle», estime Enrico Borelli. En plus du renforcement de l'inspection du travail, le responsable syndical appelle à la couverture des déficits liés à la pandémie et à la revalorisation des salaires. Pour les EMS, il cite notamment l'augmentation du nombre d'emplois et des indemnités pour le travail de nuit et du week-end. «Il faut concrétiser rapidement l'initiative sans perdre des mois.»

«La leçon à tirer de la journée, conclut le syndicaliste, est qu'il faut poursuivre ce travail de construction syndicale avec nos convictions et notre enthousiasme.

Nous sommes au début d'un processus. Dans l'intérêt des soignants et, finalement, de toute la société, je pense que nous devrions renforcer les liens avec tous ceux qui se battent pour l'amélioration des soins – patients, retraités ou universitaires –, et la synergie

des organisations syndicales et professionnelles. Tout le monde devrait jouer la même partition. Avec une collaboration accrue, nous pourrions renforcer la dynamique et entrer en contact avec un nombre plus important de soignants.» ■



Des distributions de tracts comme ici à Neuchâtel, des stands, des défilés et des débats dans une dizaine de villes à travers le pays ont ponctué la Journée internationale des soins infirmiers.

POING LEVÉ

LA DROITE SORT L'ARTILLERIE LOURDE

Par Jérôme Béguin

Par 111 voix contre 79, la majorité de droite du Conseil national a décidé la semaine dernière d'augmenter massivement le budget de l'armée. Dès l'année prochaine, il devrait s'élever progressivement pour atteindre au minimum 1% du PIB au plus tard en 2030. Soit environ sept milliards de francs par an, contre cinq aujourd'hui. Le Conseil des Etats doit encore se prononcer, mais le soutien des sénateurs semble acquis puisqu'une motion identique a été déposée par sa Commission de politique de sécurité. Le Conseil fédéral approuve aussi la démarche. La manne devrait être utilisée essentiellement pour le renforcement des forces terrestres puisque l'achat de nouveaux avions de combat et d'un système de défense anti-aérienne, ainsi que la modernisation de la cyberdéfense bénéficient déjà de financements.

Le prétexte invoqué, on s'en doutait, est la guerre en Ukraine et la menace que ferait planer sur nos contrées l'armée russe. On peine pourtant à imaginer cette armée, qui a beaucoup de mal aujourd'hui à atteindre des objectifs peu éloignés de ses bases, déferler sur l'Europe de l'Ouest. Soyons sérieux, au vu de cette contreperformance et de la consolidation en cours de l'Alliance atlantique, un conflit conventionnel avec la Russie n'est guère envisageable par chez nous. Il faut croire que les élus de droite sont à l'ouest, c'est le cas de le dire, ou de bien mauvaise foi. On dirait en effet une excuse toute trouvée pour revenir à la vieille armée de papa et accrocher la Suisse à la remorque de l'OTAN. Franchement, dans quel domaine on pose l'argent sur la table avant même de savoir si on en a vraiment besoin et comment il va être utilisé? En tout cas pas dans le social. Ces mêmes élus ne sont pas prêts à mettre la main au portemonnaie lorsqu'il s'agit de l'AVS – rappelons qu'ils veulent faire travailler les femmes une année de plus. Cet argent dépensé dans de coûteux joujoux pour galonnés va immanquablement faire défaut pour soutenir les ménages et les familles victimes d'augmentation des primes maladie et de la baisse du pouvoir d'achat. «Salaires légers, chars lourds», pointait une affiche de Mai 68. Ces fonds vont aussi manquer pour mettre en œuvre l'initiative pour des soins infirmiers forts. Ou encore pour accélérer la transition écologique.

Il y a une menace autrement plus sérieuse pour la sécurité de la Suisse, c'est le changement climatique. Investir massivement pour réduire les dépenses énergétiques et développer les énergies renouvelables permettrait d'ailleurs de diminuer notre dépendance au gaz, au pétrole et à l'uranium provenant de Russie. Force est de constater que la guerre lancée par Poutine provoque un grand retour en arrière, dont on aurait bien voulu se passer. Au côté du nucléaire et du charbon, revenus en grâce, on assiste au réarmement de l'Europe. Mais il ne faut pas désespérer et baisser les bras. Nous aurons l'occasion d'infliger une défaite aux militaristes lorsque l'acquisition des 36 avions de combat de Lockheed Martin passera en votation à la faveur de l'initiative «Stop F-35» déposée par la gauche et le Groupe pour une Suisse sans armée. ■

BRÈVES

UNIA SOLIDARITÉ AVEC LES RÉFUGIÉS UKRAINIENS

Le 22 avril dernier, à l'initiative d'Unia, un convoi chargé de dix tonnes de biens de première nécessité est parti de la centrale, à Berne, à destination de l'Ukraine, exactement à la Fédération des syndicats ukrainiens (FPU) de Lviv. Le camion, affrété gratuitement par la société bâloise Alliance Transport AG, transportait des denrées alimentaires, du sucre donné par la Schweizer Zucker AG, des lampes de poche, des batteries, des produits d'hygiène et des médicaments destinés aux réfugiés sur place, à Lviv, dont le nombre est actuellement estimé à près de 300 000. Une partie des biens devait être redistribuée dans l'est du pays, dans la zone de guerre proprement dite.

Pour Unia, cette action est une manière naturelle de montrer sa solidarité avec la population sur place. «En plus de notre soutien financier auprès de Solidar Suisse en Roumanie et de la Confédération européenne des syndicats, nous avons aussi décidé de fournir une aide directe à la FPU de Lviv», explique Hans Hartmann, du Secrétariat présidentiel d'Unia, à nos confrères d'Area. «La fédération joue un rôle fondamental de soutien aux réfugiés.»

Dans ses colonnes, Area interroge Oleg Dolinsky, de la FPU de Lviv. «Nous sommes très reconnaissants de l'aide apportée par Unia et d'autres organisations partout en Europe. Cette solidarité nous donne tellement de force.» ■ MT



LUCAS DUBUIS

MARCHÉS PUBLICS VERS UNE MEILLEURE PROTECTION CONTRE LE HARCÈLEMENT ET L'EXPLOITATION

Les violations de la protection des travailleuses et des travailleurs, notamment en matière de harcèlement, ne doivent plus être tolérées dans les entreprises décrochant des marchés publics. C'est en substance la décision prise par le Conseil national le 10 mai dernier. A la suite d'une initiative populaire déposée par le Vert vaudoise Léonore Porchet, visant à modifier la Loi sur les marchés publics pour y instaurer des mesures contraignantes sur l'égalité salariale et le harcèlement, la Commission de l'économie et des redevances (CER-N) avait proposé deux motions pour changer l'ordonnance plutôt que la loi.

La première vise à «combler les lacunes concernant les normes sociales minimales» dans les marchés publics en rendant l'ordonnance conforme à la loi et en garantissant les principes contenus dans les conventions de l'Organisation internationale du travail. La motion indique qu'il doit être possible d'exclure de ces marchés des entreprises enfreignant «certains aspects essentiels interdits par le droit du travail en Suisse, tels qu'une mauvaise protection de la santé sur le lieu de travail, une mauvaise protection contre le harcèlement moral et sexuel, des temps de travail excessifs, des relations de travail informelles ou l'exploitation salariale».

L'autre texte demande la modification de l'article 4 de l'ordonnance afin que l'adjudicateur puisse confier au Bureau fédéral de l'égalité le soin de contrôler non seulement l'équité salariale mais aussi l'existence dans l'entreprise d'une «protection efficace contre le harcèlement moral et sexuel».

Les deux motions ont été acceptées par le Conseil national avec 103 voix contre 78 pour la première et 93 contre 86 pour la seconde. Face à ces avancées concrètes, Léonore Porchet a retiré son initiative. Les textes passent maintenant au Conseil des Etats. ■ SH

GÉRARD FILOCHE, L'HOMME DE TOUTES LES MOBILISATIONS

Militant de la gauche politique et syndicale, Gérard Filoche a consacré l'essentiel de sa vie à l'action politique et sociale. Une histoire sur laquelle il revient avec le 2^e tome de son ouvrage «Mai 1968. Une histoire sans fin»

Jean-Claude Rennwald

De Mai 68 à nos jours, Gérard Filoche a participé à un nombre incroyable de mobilisations. Une vie militante qu'il relate dans le deuxième tome de *Mai 1968. Une histoire sans fin*, volume qui compte 1200 pages et qui est aussi lourd que le Code du travail (1,5 kg)! Le premier tome de ces mémoires portait sur l'époque de Mai 68, alors que celui-ci est consacré aux «années PS», de 1994 à 2017.

DU TROTSKISME AU PS

Aujourd'hui âgé de 77 ans, titulaire d'une maîtrise en philosophie, Gérard Filoche exercera une dizaine de métiers durant douze ans (facteur, journaliste, imprimeur, etc.) avant de devenir inspecteur du travail, poste qu'il occupera dès 1985 jusqu'à sa retraite en 2010. Très sourcilieux sur le respect du Code du travail et d'autres réglementations, il fera trembler de nombreuses directions d'entreprises. Son parcours syndical et politique est tout aussi riche et complexe. Il entre à la CGT en 1963 et adhère au Parti communiste (PC) l'année suivante. Il devient ensuite un militant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste), dont il fera partie du bureau politique de 1969 à 1994, tout en étant l'un des animateurs de la tendance «pour le travail de masse et l'unité de la gauche». Il militera ensuite au Parti socialiste (PS) de 1994 à 2018, où il sera membre du bu-

reau national durant de nombreuses années. Gérard Filoche a aussi été un militant du Comité Vietnam National et des Comités Chili, ainsi que cofondateur de SOS Racisme. Il a parfois payé pour son militantisme, puisque entre 1999 et 2018, son activité lui a valu quatre procès venus de la droite et du patronat. Mais il les a tous gagnés, et même «triomphalement» selon son avocat, M^e Tricaud. Précision utile, c'est en bonne partie grâce à son épouse Françoise Le Toullec que Gérard Filoche fut initié à l'action politique. Il est vrai que le père de celle-ci fut notamment membre des Francs-tireurs et partisans français (FTP, mouvement de résistance fondé par le PC).

PETITS DÉFAUTS, GRANDES QUALITÉS

Depuis 2018, il anime la Gauche démocratique et sociale (GDS), un mouvement auquel est lié le mensuel *Démocratie & Socialisme* et qui, sous une autre forme, constitua auparavant l'aile gauche du PS. En 1994, lorsque les membres de ce courant seront accueillis par Henri Emmanuelli, alors premier secrétaire du PS, celui-ci leur dira simplement: «Bienvenue avec vos tout petits défauts et vos très grandes qualités.» Les termes «grandes qualités» font allusion à un militantisme reconnu, alors que les «petits défauts» s'appliquent à leur passé... trotskiste! Durant 25 ans, la Gauche socialiste sera non seulement un courant du PS mais aussi un «courant de la société». Comme le souligne l'éditeur du livre,



En juin 2018, Gérard Filoche est venu soutenir les horlogers de la Vallée réunis en assemblée générale pour débattre de leurs revendications en matière de hausses des salaires. Il y est notamment intervenu sur la place du salariat dans le système capitaliste.

la Gauche socialiste va écrire l'histoire, celle du salariat, celle de la mobilisation de novembre-décembre 1995 contre le démantèlement des retraites, celle des 35 heures, celle du contrôle des licenciements, celle du «non» au Traité constitutionnel européen, celle des grèves et des luttes pour la retraite à 60 ans à taux plein, celle de la défense du Code du travail, «un droit intime fait de sueur et de sang, de luttes et de larmes».

L'HOMME DE L'UNITÉ

Gérard Filoche a constamment travaillé à l'unité des forces de la gauche politique, syndicale et associative. Non pas une unité de façade et uniquement électorale, mais une unité fondée sur l'action, des luttes, des mobilisations et des projets communs. A son

avis, que nous partageons, c'est en effet le seul moyen de transformer de manière substantielle les rapports de force entre la gauche et la droite, entre le salariat et le patronat. Aujourd'hui, Gérard Filoche poursuit ce combat avec la GDS, tout à la fois groupe de réflexion et d'action, au sein duquel cohabitent des gens de gauche d'horizons différents. Et la GDS a plaidé en faveur de cette unité durant des mois et des mois avant l'élection présidentielle de ce printemps. La gauche a malheureusement préféré s'en tenir à ses divisions et à ses ego. Mais l'Histoire donnera sans doute raison à la GDS. Il est vrai que le dernier leader véritablement unitaire fut Lionel Jospin, comme le rappelle Gérard Filoche: «Il travaillait en même temps qu'il aimait le débat dans le parti, il œuvrait à l'unité de la

gauche.» Avant d'ajouter: «Ça fait tout drôle d'y repenser après le quinquennat Hollande et l'évolution du PS qui l'a suivi.» ■



Gérard Filoche, *Mai 1968. Une histoire sans fin*, tome II, Editions Atlande, 2021.

Quand l'activisme puise ses forces dans la spiritualité

Militant depuis plus de 60 ans, Satish Kumar donne une conférence au Château de Bossey ce samedi. Ce grand défenseur du vivant montre comment la spiritualité peut nourrir l'engagement

Propos recueillis par Samuel Socquet

Satish Kumar est un activiste indien bien connu en Grande-Bretagne où il vit depuis 1973. Militant du désarmement nucléaire en pleine guerre froide, rédacteur en chef de la revue *Resurgence & Ecologist* pendant 43 ans, il a aussi fondé à Totnes le Schumacher College. De nombreux militants et décideurs s'y sont formés à l'écologie profonde et à la durabilité. Il donnera ce samedi une conférence «Entre engagement et spiritualité» au Château de Bossey (VD). Rencontre avec un sage venu depuis chez lui en train.

QUESTIONS RÉPONSES

De 9 à 18 ans, vous avez été moine jaïn. A 86 ans, que vous reste-t-il de cette période?

La capacité de vivre le moment présent. La vie des moines consiste à vivre chaque instant comme un cadeau de l'univers. On apprend à ne pas trop s'attarder sur le passé, ni sur le futur. «Quelle est la meilleure action que je peux faire aujourd'hui?» C'est ça, l'entraînement du moine. Pardonnez-moi, pardonnez aux autres et vivez l'instant! N'accordez que 10-15% de votre esprit au passé, 10-15% à la pla-

nification du futur: il vous restera entre 70% et 80% de votre attention disponible pour agir maintenant.

«Sois le changement que tu veux voir dans le monde», disait Gandhi, un de vos modèles. Mais des changements systémiques, donc économiques et politiques, ne sont-ils pas aussi nécessaires pour éviter la catastrophe écologique?

Gandhi ne disait pas qu'il fallait s'arrêter à l'action individuelle! Gandhi vivait la non-violence dans son existence personnelle et il la diffusait dans le monde. Il a mis en place un mouvement anticolonialiste, il a orchestré des campagnes de boycott des produits européens. Il a passé huit ou neuf années en prison pour ça. Martin Luther King a été arrêté 29 fois! Ils montraient l'exemple en incarnant le changement et ils agissaient pour transformer le monde. Etre soi-même le changement, ce n'est pas la fin, c'est juste le début de l'action.

Vous insistez sur l'amour. Qu'a-t-il à voir avec l'activisme?

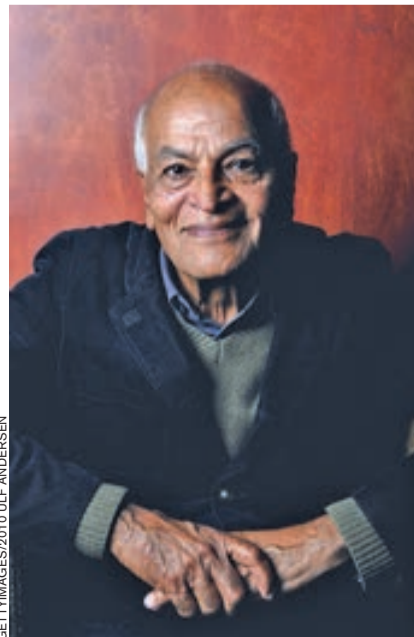
L'action politique et la spiritualité ne doivent pas être opposées. Elles sont deux jambes qui nous permettent d'avancer. Extinction Rebellion, Fridays for Future, les boycotts, toutes ces actions doivent avoir pour moteur l'amour. C'est une force très puissante pour agir et pour s'ancrer dans la spiritualité. Le Mahatma Gandhi luttait

contre l'impérialisme, mais il n'était pas contre les Anglais. Il éprouvait de l'amour pour les humains, pour la terre, pour les animaux. L'activisme doit émerger de l'amour pour le vivant, pas de la haine. Sinon notre action militante nous consume. Autre chose très importante: agir sans espérer un résultat. Sinon, quand le résultat n'est pas au rendez-vous, vous êtes déçu et sombrez dans l'éco-anxiété, le burn-out. Mais vous ne serez jamais déçu ni désespéré si vous agissez avec compassion, amour, soin. Jusqu'à votre dernier souffle, vous resterez plein d'espoir. C'est la raison pour laquelle la spiritualité et l'activisme doivent avancer main dans la main.

Comment agir sans attente? C'est très difficile à concevoir pour un esprit occidental!

C'est là que la culture orientale peut aider. Vous ne pouvez pas maîtriser les résultats de votre engagement! La seule chose qui est entre vos mains, c'est votre action. Elle a sa valeur intrinsèque. Regardez Martin Luther King, il a été assassiné, mais des dizaines d'années plus tard, Barack Obama a été élu président. Parmi celles et ceux qui luttèrent contre le racisme dans les années 1960, qui aurait pu rêver qu'un homme noir accède un jour à la Maison-Blanche? Quand on a commencé à parler du renouvelable en Europe, il n'y avait pas une seule éolienne et aujourd'hui

plus de 30% de notre électricité provient des énergies renouvelables. Des changements sont à l'œuvre et on ne les contrôle pas. Ne vous en inquiétez pas. Les victoires, les résultats, c'est un cadeau de l'univers. Ne vous préoccupez que de votre action, elle s'ajoute à celle des autres. Elle est une petite contribution aux grandes forces de transformation qui viendront en leur temps. Je dois faire au mieux de



«La seule chose qui est entre vos mains, c'est votre action», souligne Satish Kumar.

mes capacités. Si je n'y arrive pas, mes enfants y arriveront peut-être. Sinon, la génération d'après.

Mais aujourd'hui, on n'a plus beaucoup de temps pour agir. Selon les experts du GIEC, il ne nous reste même que quelques années pour réussir...

Je ne suis pas le maître du temps. Le futur m'échappe. Je ne peux agir que depuis ma place. Qu'est-ce que je peux faire aujourd'hui? Ecrire une lettre à mon président? M'asseoir devant mon Parlement comme Greta Thunberg? Se préoccuper pour le futur ne fera que créer de la peur, de la colère et de l'angoisse. Ça va vous paralyser. Ne vous préoccupez ni du futur ni des résultats. Le temps, c'est aujourd'hui, pas demain. Sortez de chez vous et faites de votre mieux. Votre boulot, c'est d'agir, agir, agir. Avec amour. ■

EN PRATIQUE:

Conférence et ateliers «Célébrer le vivant, entre spiritualité et engagement», organisés par l'association Les deux Ailes et le Laboratoire de transition intérieure Château de Bossey, ch. Chenevière 2, Bogis-Bossey (entre Nyon et Genève) Samedi 21 mai de 14h à 18h30, participation: 50 francs.

Infos et inscriptions sur: chanterlabeaumedumonde.org

LA COALITION POUR DES MULTINATIONALES RESPONSABLES CONTINUE D'ALLER AU CHARBON

Le groupement qui avait porté l'initiative en 2020 a lancé une grande pétition et a organisé une tournée de conférences sur les activités minières de Glencore en Colombie

Jérôme Béguin

Les partisans de multinationales responsables ne désarment pas. On se souvient que, soumise en votation en novembre 2020, l'initiative populaire «Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement» avait recueilli 50,7% des suffrages, mais buté sur la majorité des cantons. Malgré cet échec, la coalition qui avait défendu le texte et qui regroupe 80 organisations, dont Unia, poursuit son travail militant. Elle vise aujourd'hui en l'espace de cent jours à recueillir 100 000 signatures à l'appui d'une pétition demandant au Conseil fédéral d'élaborer enfin une loi sur la responsabilité des multinationales suisses à l'étranger. En prenant exemple sur la Commission européenne, qui, fin février, a présenté aux Etats membres une nouvelle législation prévoyant un devoir de diligence étendu pour les entreprises de plus de 250 collaborateurs, une responsabilité pour les dommages occasionnés par des filiales et des sous-traitants, ainsi qu'une autorité de surveillance pouvant infliger des amendes. «Nous avons décidé de continuer, car nous sommes convaincus que le contre-projet entré en vigueur ne changera rien sur le terrain pour les droits humains, qu'il faut poursuivre notre engagement tant qu'aucun mécanisme de sanctions efficace n'aura été mis en place», a expliqué Chantal Peyer, membre du comité de la Coalition pour des multinationales responsables, au début du mois de mai à Genève dans le cadre d'une tournée de conférences consacrées au cas emblématique de Glencore.

«NOUS MOURRONS DE FAIM»

«Vous contribuez à réduire les émissions. Nous aussi»: le groupe de négoce et d'extraction de matières premières sis à Zoug s'est payé dernièrement une campagne de pub qui fleure bon le *greenwashing*. Sur son site internet, on découvre également que la société, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 187 milliards de francs en 2021, prétend aussi «réduire notre empreinte carbone», «faire renaître la nature» ou encore «penser circulaire»... Invités par la Coalition, deux militants colombiens ont pu donner un autre son de cloche. En Colombie, Glencore exploite la mine de charbon de Cerrejon, l'une des plus grandes du monde. Quelque 30 millions de tonnes de houille sont extraites chaque année de cette mine à ciel ouvert couvrant près de 700 km², soit deux fois et demie la taille du canton de Genève, en libérant une quantité de particules fines et en polluant les cours d'eau par les métaux lourds et les produits chimiques. La population locale se bat depuis des décennies contre les déplacements forcés, l'anéantissement de ses moyens de subsistance, la destruction de l'environnement et les risques sanitaires. «Les communautés indigènes sont les plus touchées. En quarante ans d'exploitation, 35 d'entre elles ont été déplacées. Notre tissu social a été détruit et, faute de terres pour cultiver, nous mourrons de faim. Cette extraction minière est la source de notre pauvreté», témoigne Samuel Arregoces, représentant des communautés voisines de la mine. «Des abus de pouvoir ont été commis pour s'accaparer ces terres, il y a eu des expropriations violentes, des achats forcés sous la menace, tandis que des communautés se sont retrouvées encerclées par la



La mine de charbon de Cerrejon en Colombie est l'une des plus grandes du monde. Son exploitation par Glencore est responsable d'importantes destructions environnementales et de graves violations des droits humains.

mine et ont été obligées de quitter le site», indique Rosa Maria Mateus Parra, membre du Cajar, un collectif d'avocats défendant les droits humains. Samuel Arregoces évoque aussi des «menaces» à l'encontre des militants et des représentants des communautés. «Certains ont dû prendre la fuite.»

RIVIÈRE DÉTOURNÉE

Dans cette région sèche du nord de la Colombie, l'eau est capitale. «Plus la mine se développe, plus l'eau vient à manquer pour les riverains. Pendant ce temps, Glencore gâche le précieux liquide en arrosant les pistes afin d'éviter que la poussière ne salisse le charbon.» En 2016, la multinationale a détourné une rivière, le Rio Bruno, afin d'accéder aux réserves de charbon se situant sous son lit. Constatant que l'approvisionnement en eau de la population était menacé, la Cour constitutionnelle de Colombie a stoppé le projet. Glencore

s'est alors retournée contre l'Etat colombien en exigeant des dédommagements. La société s'appuie sur un accord bilatéral de protection des investissements conclu entre la Suisse et la Colombie. «Les accords de protection des investissements permettent à une entreprise étrangère de porter plainte contre un Etat. On recense à ce jour 1200 plaintes connues, essentiellement dans les pays en développement, dont 43 déposées par des entreprises ou des investisseurs suisses. Les dédommagements peuvent se monter à plusieurs milliards de dollars. Du coup, certains Etats renoncent à des politiques publiques par crainte de ces procédures», explique Isolda Agazzi, membre de la direction d'Alliance Sud. La plainte de Glencore doit être encore examinée par un tribunal arbitral composé de trois arbitres désignés par les deux parties. «Les pays du Sud ont signé beaucoup de ces accords en

espérant attirer des investissements, mais plusieurs Etats ont décidé de les résilier. La Tanzanie a ainsi renégocié ses contrats miniers et mis Glencore à la porte.»

«NOUS POUVONS CHANGER LES CHOSES»

«Glencore prétend être une entreprise responsable, mais nous constatons beaucoup de violations des droits humains et d'atteintes à l'environnement, indique Rosa Maria Mateus Parra. Nous pensons que la Suisse doit contrôler cette entreprise et l'empêcher de commettre des abus à l'étranger, il faut que la société civile suisse s'engage pour attirer l'attention sur son comportement.»

«C'est à nous, les citoyens, de définir la manière dont les entreprises peuvent faire du profit, l'économie doit être encadrée, conclut Chantal Peyer. Nous pouvons rester optimistes: nous avons le pouvoir de changer les choses.» ■

LE DÉVELOPPEMENT DU SOLAIRE, POUR LE CLIMAT ET LA PAIX...



Nouvelle action menée par Greenpeace pour inciter les autorités à développer l'énergie solaire. Le 9 mai dernier, une date choisie en raison, le lendemain, de la séance de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats (CEATE-E), l'organisation écologique a recouvert la place Fédérale d'une immense image d'un soleil orné en son centre d'une colombe, symbole de la paix. Parallèlement, elle a distribué des tracts aux passants. Les militants ont souligné le rôle prépondérant que doit jouer l'énergie solaire dans la réduction des gaz à effet de serre. Une solution permettant de «protéger le climat et de renforcer l'indépendance de la Suisse par rapport aux importations venues d'Etats menant des politiques critiquables». «La guerre en Ukraine doit convaincre les derniers sceptiques que nous devons remplacer immédiatement les énergies fossiles par des mesures d'économies d'énergie et des énergies renouvelables locales», a déclaré dans un communiqué Georg Klingler, expert climat et énergie pour Greenpeace Suisse. L'ONG prône l'essor massif et accéléré du photovoltaïque. «Plus vite la Suisse transformera ses toits en centrales électriques, meilleure sera la sécurité

d'approvisionnement... Ainsi de moins en moins d'argent sera versé aux Etats belliqueux ou dévolu à la destruction du climat.» Dans ce contexte, Greenpeace réitère sa demande au Parlement d'augmenter la production du solaire, estimant qu'elle doit passer d'un peu moins de 3 TWh aujourd'hui à 30 TWh par an d'ici à 2035. Cette démarche, pointe les activistes, présente encore l'avantage de n'avoir aucun impact négatif sur la biodiversité. Pour la compléter les jours de grisaille, l'ONG mise sur le recours à l'hydraulique déjà existant. «Nous sommes bien préparés pour un approvisionnement complet avec des énergies renouvelables indigènes. En été, les installations solaires fournissent en outre de l'électricité excédentaire qui permet de produire de l'hydrogène de façon favorable au climat.» Le développement prioritaire du solaire trouve de nombreux partisans: quelque 19000 personnes ont signé une pétition dans ce sens, chiffre Georg Klingler, estimant encore que les partis du camp bourgeois favorables à la relance du nucléaire ou au subventionnement de carburants fossiles vont dans «le sens contraire de l'Histoire». ■ Sonya Mermoud

En finir avec les énergies fossiles

Un traité de non-prolifération des combustibles fossiles, issu de la société civile, se fait connaître peu à peu en Suisse. Genève est la première ville à l'avoir signé

Aline Andrey

Le pétrole, le gaz et le charbon sont responsables de 86% des émissions de CO₂ et sont donc à l'origine, pour une large part, du changement climatique en cours. Cette menace mondiale majeure fait ainsi écho à celle des armes nucléaires plus que jamais d'actualité avec la guerre en Ukraine. Or, c'est en 2019 déjà qu'un traité de non-prolifération des combustibles fossiles a vu le jour au niveau international. Issue de la société civile, cette initiative s'étend depuis peu en Suisse. Fin avril, la Ville de Genève a adopté une motion d'adhésion à ce traité, rejoignant ainsi une cinquantaine de villes telles que Montréal, Vancouver, Los Angeles ou encore Barcelone. Ainsi que plus d'une centaine de lauréats du Prix Nobel, 2600 universitaires, 170 parlementaires, des centaines de leaders de mouvements de jeunesse, des autorités religieuses et quelque 1300 organisations. Ce traité demande à ce que les pays n'investissent plus dans de nouvelles infrastructures d'extraction d'énergies fossiles et baissent pro-

gressivement la production des exploitations existantes au rythme nécessaire pour contenir le réchauffement dans la limite de 1,5 °C. Il exige aussi d'accélérer une transition équitable. Mais, concrètement, qu'apporte ce traité alors que la Suisse n'est pas productrice? «Pour l'heure, son impact est clairement symbolique», admet Loukina Tille, l'une des militantes du climat à mener cette campagne. «C'est un moyen d'ouvrir les discussions. N'oublions pas que la Suisse est le siège du négoce international et finance, au travers de ses institutions, toujours l'expansion de l'extraction pétrolière, de charbon et de gaz. Or, sans cadre contraignant imposé par les Etats, j'ai peur que les acteurs économiques ne prennent jamais les mesures nécessaires face aux risques.» ■

Pour plus d'informations, aller sur: fossilfuel treaty.org/suisse

«DÉLITS DE SÉJOURS» DANS LES RUES DE BIENNE

La photographe Laurence Rasti expose, en grand format, ses portraits de sans-papiers réalisés à Genève

Sylviane Herranz

«**R**ecover»: récupérer, retrouver, se remettre, guérir. Les 25^{es} Journées photographiques de Bienne, qui se déroulent jusqu'au 29 mai, se focalisent cette année sur le thème de la restauration et de la réparation à travers l'image. Comme le notent ses organisateurs: «La photographie est souvent utilisée comme un filtre qui permet de se protéger de l'expérience d'un réel, parfois insupportable, hostile, voire destructeur. Cependant, l'image photographique est aussi un moyen de reconstruire, de se réparer à la suite de bouleversements personnels ou de catastrophes collectives.» Tous les ans, en mai, les Journées invitent une vingtaine de professionnels, de Suisse et d'ailleurs, à exposer leurs travaux dans divers lieux ou dans la rue.

Parmi les artistes invités cette année, une photographe genevoise, Laurence Rasti, présente ses œuvres en grand format à la rue Basse de Bienne. Sept portraits géants de personnes sans papiers de Genève interpellent le public, avec des images garantissant leur anonymat. Une démarche entreprise par Laurence Rasti après avoir obtenu la bourse de l'Enquête photographique genevoise de 2019. «J'ai été naturalisée quand j'étais petite. Par ce projet, je souhaitais m'intéresser à des personnes beaucoup plus précarisées, qui ne peuvent demander leur naturalisation. Je voulais aussi axer mon travail sur la loi. Etre sans papiers en Suisse peut valoir jusqu'à un an de prison», explique la photographe, soulignant que ce travail est ancré à Genève, berceau des droits humains et ville rejetant les immigrés les plus pauvres, rendus invisibles par la peur. «J'ai souhaité donner une place à ces personnes, en jouant sur un paradoxe, avec des portraits aux visages cachés.» Des personnes qui lui ont témoigné leur reconnaissance d'avoir pu, ainsi, retrouver une place dans le monde qui les entoure.



LAURENCE RASTI

Projecteur sur les sans-papiers. Des personnes précarisées, contraintes à rester dans l'ombre, auxquelles Laurence Rasti a souhaité redonner une place tout en conservant leur anonymat.

Laurence Rasti, qui expose pour la deuxième fois sa série *Délits de séjours* dans l'espace public, entend poursuivre sa démarche sur tout le territoire suisse et offrir une plateforme informatique sur laquelle se retrouvent ses images, des textes et des informations sur les aides possibles ou disponibles pour les personnes sans statut légal. «Mon site est un annuaire non exhaustif. Je me suis demandé ce que je pouvais faire en tant qu'artiste et j'ai créé cette plateforme, qui va s'enrichir de nouvelles images, interviews et adresses à l'avenir.» ■

Plateforme «Délits de séjours» sur: delitsdesejours.ch

Infos sur les Journées photographiques de Bienne sur: bielerfototage.ch/fr

COURRIER

DES DROITS POUR LES FEMMES MIGRANTES

Votre article sur les femmes migrantes paru dans *L'Événement syndical* du 6 avril dernier identifie la déqualification comme un de leurs défis. A cet égard, une norme internationale qui mérite d'être suivie est la Recommandation sur les travailleurs migrants, 1975 (no 151) de l'Organisation internationale du travail (OIT). Cette recommandation stipule que les employeurs devraient tenir compte des qualifications acquises à l'étranger et elle considère ce principe comme étant un aspect de l'égalité effective de chances et de traitement.

Voici le texte du paragraphe 2 (b) de la recommandation: «Les travailleurs migrants et les membres de leurs familles qui se trouvent légalement sur le territoire d'un Membre devraient bénéficier de l'égalité effective de chances et de traitement avec les nationaux

en ce qui concerne (...) l'accès à la formation professionnelle et à l'emploi de leur choix, selon leurs aptitudes personnelles pour cette formation ou cet emploi en tenant compte des qualifications acquises à l'étranger et dans le pays d'emploi.»

En outre, la recommandation invite les États membres et les partenaires sociaux à s'occuper de cette question. Texte du paragraphe 6 (b) de la Recommandation: «Tout Membre pourrait (...) après consultation appropriée des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs, réglementer les conditions de reconnaissance des qualifications professionnelles, y compris les certificats et les diplômes, acquises à l'étranger.» ■

Edward Sussex, membre d'Unia, Genève

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.

Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.

Lyss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33.

Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

Dans la région Fribourg, la permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch

En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

GENÈVE

HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Nous sommes ouverts le lundi de 14h à 18h, et les mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h au 0848 949 120.

CAISSE DE CHÔMAGE

Réception: rue des Gares 12, 1201 Genève (inscriptions et formulaires).

Guichets: De 9h à 12h et de 14h à 17h, sauf le lundi matin.

Permanence téléphonique: 058 332 11 32. De 8h à 12h et de 13h30 à 17h, sauf le mercredi après-midi.

Contact par email ou envoi des documents: sans-emploi.ch/espace-client

Formulaires U1: geneve.pdu1@unia.ch

Aucune obligation d'affiliation au syndicat.

PERMANENCE PAPHYRUS

Les permanences «Papyrus» sont désormais réservées uniquement aux membres d'Unia affiliés depuis au moins trois mois. Des rendez-vous sont possibles le mercredi entre 14h et 18h. Pour plus d'informations, écrivez à geneve@unia.ch ou appelez le 0848 949 120.

NEUCHÂTEL

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel

Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.

Ouverture des secrétariats: du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.

Fleurier, permanences syndicales

Les jeudis de 13h à 18h tous les 15 jours.

Ouverture du secrétariat

Vendredi de 9h30 à 12h.

Le Locle

Ouverture du secrétariat

Mardi et jeudi, de 10h à 12h et de 15h à 18h.

Permanence téléphonique pour toute la région: du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h. 0848 203 090.

TRANSJURANE

GRUPE DES RETRAITÉS

Agenda

Assemblée générale: mercredi 8 juin à 15h au Restaurant de la Gare à Moutier.

A l'ordre du jour:

- Salutations du Président et hommage aux disparues et disparus.
- Procès-verbal de l'Assemblée générale du 27 novembre 2019.
- Bilan du groupe en 2022; activités du groupe en 2022.
- Elections statutaires du comité.
- Divers.
- Conférence: Quel monde, quels espoirs après le Covid-19?** Par Jean-Claude Rennwald (ancien membre du comité directeur d'Unia et ancien conseiller national) et Dominique Hauser (médecin spécialiste en santé publique, militant socialiste et syndical).

A l'issue de l'assemblée, une collation sera offerte. L'Assemblée générale est ouverte à toutes et tous les retraités et futurs retraités de la région Transjurane en 2022. Nous vous prions de bien vouloir nous informer de votre présence auprès de Denis Berger au 032 422 79 42.

Tournoi de pétanque: vendredi 17 juin à 13h30 à Delémont. Notre traditionnel tournoi se déroule sous le pont de la RDU. Inscriptions auprès de Denis Berger au 032 422 79 42.

HORAIRES

PERMANENCES SYNDICALES

Delémont: lundi et jeudi de 14h30 à 18h.

Porrentruy: lundi de 14h30 à 18h.

Saint-Imier: mardi de 14h30 à 18h. Jeudi, permanence administrative, de 14h30 à 18h.

Tavannes: lundi de 14h30 à 18h.

Permanence téléphonique: 0848 421 600, lundi au jeudi de 14h30 à 17h30 et vendredi de 9h à 12h.

VOUS AVEZ DES DROITS@

FAILLITE FRAUDULEUSE ET GESTION DÉLOYALE

Quand les travailleuses et les travailleurs paient les dettes d'un employeur malhonnête

Dans le contexte postpandémique actuel, de nombreuses entreprises rencontrent des difficultés financières. Certaines d'entre elles sont parfois contraintes de mettre la clé sous la porte. Ces circonstances sont évidemment regrettables pour les entrepreneurs ayant engagé toutes leurs économies dans un «projet de vie» qui se retrouvent fortement endettés et dans l'incapacité de payer les salaires de leurs employés, notamment.

En revanche, la situation prend des dimensions autrement plus inquiétantes lorsque l'employeur organise lui-même la situation de surendettement de sa société, la rendant ainsi insolvable. Son personnel se trouve fréquemment lésé par un tel comportement. Il convient ainsi d'approfondir la question sous l'angle de deux infractions distinctes: la faillite frauduleuse et la gestion déloyale.

La faillite frauduleuse:

En vertu de l'article 163 du Code pénal, est punissable celui qui, de manière à causer un dommage à ses créanciers, aura diminué fictivement son actif. Les ex-employés peuvent faire valoir leurs droits sur la base de cette disposition si les conditions suivantes sont remplies:

- Ils ou elles ont des créances à l'égard de l'entreprise, notamment des salaires impayés;
- La faillite de l'entreprise a été prononcée et/ou un acte de défaut de biens a été délivré;
- L'employeur a dissimulé des valeurs patrimoniales, invoqué des dettes, supposé ou reconnu des créances fictives.

La gestion déloyale:

L'article 158 du Code pénal réprime le comportement visant à léser les intérêts pécuniaires d'un tiers. Tel est le cas notamment lorsqu'un employeur a cessé son activité pour ne pas avoir à s'acquitter des dettes à l'égard de son personnel sans pour autant qu'une faillite ait été prononcée. Cette disposition constitue donc une alternative dans le cas où la société n'a pas été en situation de faillite, mais que la ou les personnes dirigeantes adoptent un comportement semblable à celui condamné par le biais de la faillite frauduleuse.

Quand et comment agir?

Si les créances et la cession d'activité ou faillite sont facilement démontrables, il est peu aisé d'apporter des éléments solides susceptibles de prouver le comportement répréhensible de l'employeur. Dès lors, il y a lieu d'être attentif à tous les agissements suspects de l'intéressé, constituant bien souvent des indices sérieux. Tel est le cas, par exemple:

- Lorsqu'une personne dirigeante de la société en liquidation ou radiée, ou un membre de sa famille, bénéficie d'un pouvoir de décision important dans une autre entité, que son nom soit inscrit ou non au Registre du commerce. Cela est notamment le cas lorsqu'un établissement réouvre sous une nouvelle raison sociale;
- Lorsque, avant la faillite ou la radiation, la société collaborait de manière régulière et approfondie avec une autre entité poursuivant ou non des buts semblables;
- Lorsque le nom d'une personne dirigeante de la société a été radié du Registre du commerce peu de temps avant le prononcé de la faillite ou la radiation.

Dans les cas avérés ou vraisemblables, les personnes lésées peuvent porter plainte contre la ou les personnes responsables et se constituer parties civiles pour faire valoir les créances dans le cadre de la procédure. Nous invitons donc les victimes se reconnaissant dans cette chronique à s'approcher de leur syndicat qui saura les aiguiller de manière opportune. ■

Par Céline Dupraz, juriste à Unia Neuchâtel

Une question sur vos droits en matière de travail ou d'assurances sociales? N'hésitez pas à nous écrire à redaction@evenement.ch

Jeudi et vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

VAUD

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.

Les permanences des secrétariats ci-dessus se font uniquement sur rendez-vous. Elles ont lieu les lundi, mardi et jeudi de 14h à 18h. Pour les autres secrétariats, renseignez-vous par téléphone.

Horaires téléphoniques:

Lundi à vendredi matin de 8h30 à 12h.

Lundi après-midi de 13h30 à 17h.

Mardi et jeudi de 13h30 à 18h.

Mercredi après-midi fermé.

Vendredi après-midi de 13h30 à 16h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Lausanne, Vevey, Aigle, Morges, Nyon, Crissier, Yverdon, Payerne, Le Sentier

En lieu et place de l'envoi d'e-mails, les demandeurs d'emploi doivent désormais contacter la caisse de chômage au moyen du formulaire de contact internet disponible sur la page d'accueil sans-emploi.ch. L'objectif de ce formulaire est de fournir des réponses à de nombreuses questions via la FAQ, il permet d'éviter de l'attente au téléphone et fluidifie le traitement. Le formulaire permet en outre de télécharger les documents manquants directement sur cette page. Nous restons évidemment accessibles aux assurés par téléphone au 058 332 11 32 (numéro unique pour la Suisse Romande).

«OUI, NOUS POUVONS GAGNER UNE MAJORITÉ!»

Les législatives françaises approchent à grands pas. En Suisse, la candidature de la gauche pour les Français de l'étranger revient à la France insoumise. Entretien

Propos recueillis par Sylviane Herranz

Si il n'a pas passé la rampe du 2^e tour, le candidat à la présidentielle française Jean-Luc Mélenchon, arrivé troisième avec près de 22% des voix, à 1,2% de la candidate d'extrême droite, a néanmoins réussi l'exploit de rassembler toute la gauche en perspective de ce qu'il nomme le 3^e tour social: les législatives, qui se tiendront les 12 et 19 juin prochain (premier tour avancé au 5 juin pour les Français de Suisse). Au soir de la victoire d'Emmanuel Macron contre Marine Le Pen, le 24 avril, le leader de la France insoumise et de l'Union populaire appelait à la mobilisation pour remporter la majorité des sièges de l'Assemblée nationale et forcer le président à le nommer Premier ministre. Une situation qui permettrait de rompre avec la politique antisociale des gouvernements précédents. Il y a dix jours, la France insoumise a ainsi réuni, sous la bannière de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), les écologistes d'Europe Ecologie Les Verts (EELV), le Parti communiste et le Parti socialiste. Un accord a été conclu pour ne présenter qu'une seule candidature de gauche par circonscription. En Suisse, pays formant avec le Liechtenstein la 6^e circonscription des Français de l'étranger (sur onze), la place revient à la France insoumise. Une circonscription estimée comme «gagnable», à l'instar de neuf autres réparties sur toute la planète. La candidate de la France insoumise, Magali Mangin, vit dans notre pays depuis deux ans et travaille comme gestionnaire de projets dans une entreprise sous-traitante de la pharma à Zofingue, en Argovie. La jeune femme de 31 ans, titulaire d'un master en chimie et biologie, a accumulé les petits boulots dans la pharma en Allemagne, faute de débouchés en France. Après cinq ans de missions à durée déterminée, elle décroche un emploi fixe dans l'entreprise argovienne. C'est à Munich qu'elle s'engage, en 2017, à la France insoumise. Passé la frontière, elle rejoint le groupe zurichois. Entretien, à moins de trois semaines du premier tour en Suisse.

QUESTIONS REPONSES

Vous êtes candidate de la France insoumise et de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale. Comment expliquez-vous cette union de la gauche que personne n'osait imaginer?

Je pense que la publication du dernier rapport du GIEC a favorisé l'alliance avec les Verts d'EELV. Lors de la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon a montré que notre programme présente des solutions. De plus, c'est un vrai programme de lutte populaire, visant à réparer des situations qui se sont dégradées, dans la santé par exemple. Des questions sociales, comme la retraite à 60 ans, alors que Macron prépare celle à 65 ans, ont permis au Parti socialiste, poussé par ses adhérents, de rejoindre la Nouvelle Union populaire. Quant au Parti communiste, dont le programme est très proche du nôtre, sauf sur le nucléaire il est vrai, il paraissait évident qu'il rallie cette alliance et porte, comme nous, l'exigence d'un salaire minimum garanti à 1400 euros net.

Quels sont les points forts que vous allez défendre?

Il y a plusieurs points qui concernent les Français de l'étranger. Par exemple l'abolition du délai de carence de trois mois à la sécurité sociale en cas de retour au pays. Une personne sans emploi peut se retrouver privée de soins à cause de cette disposition. Il y a aussi les questions relatives à l'éducation. Durant le dernier quinquennat, beaucoup d'écoles françaises à l'étranger ont été privatisées. Nous demandons la gratuité universelle pour l'accès à ces écoles. Nous voulons également des moyens pour les centres culturels. Comme féministe, je plaide pour un soutien aux femmes dans l'accès à l'IVG ou à la pilule du lendemain, via les consulats, afin de faire face aux interdictions existantes dans certains Etats. Autre revendication: le guichet unique pour les Français de l'étranger, regroupant les questions citoyennes et sociales. Ces éléments, et bien d'autres, ont été déve-

loppés par la base dans des livrets du programme L'Avenir en commun de l'Union populaire.

Quelles sont les thématiques de ce programme qui vous tiennent le plus à cœur?

J'ai été très touchée dans mon parcours par la précarité de l'emploi. Je ne m'attendais pas à de telles difficultés après avoir obtenu mon master. La France insoumise va se battre pour de vrais emplois, la fin des jobs précaires, pour l'emploi pour tous. Un des moyens d'y parvenir est la baisse du temps de travail à 32h. Autre point, l'égalité salariale entre hommes et femmes. Si nous sommes majoritaires à l'Assemblée nationale, nous ferons introduire dans les entreprises des comités veillant à combler les écarts salariaux, qui vont jusqu'à 20%.

Pourquoi voter pour vous, pour les candidats de la France insoumise?

Pour la bifurcation écologique et la règle verte, c'est-à-dire ne pas prélever à la nature plus qu'elle ne peut régénérer, pour l'investissement dans les institutions françaises et la retraite à 60 ans. Mais aussi parce que nous portons un programme complet, élaboré par la base et auquel chacun peut apporter des améliorations, comme on l'a fait avec l'Union populaire. L'objectif est de partir du bas, des besoins des gens, pour aller vers le haut. C'est un processus démocratique essentiel face au décrochage politique que nous connaissons. Voyez comment Macron a traité les Gilets jaunes... Nous façonnons notre programme tous ensemble. C'est pour cela que j'ai rejoint la France insoumise. Et parce que j'ai découvert que Jean-Luc Mélenchon parlait sans cesse de solidarité, d'éthique, d'école, d'entraide et d'harmonie.

Comment menez-vous la campagne en Suisse?

Nous avons rencontré les militants d'EELV pour discuter de la manière de mener une campagne commune afin de toucher les quelque 180 000 Français de Suisse et du Liechtenstein. Pour l'heure, les équipes de la France insoumise proposent des apé-



Magali Mangin, de la France insoumise de Suisse, porte les couleurs de la gauche aux législatives françaises.

ritifs populaires et hebdomadaires à Genève, Lausanne, La Chaux-de-Fonds et Zurich. Nous développons aussi notre campagne sur les réseaux sociaux*.

Pensez-vous qu'il est possible de gagner l'élection en Suisse, les macronistes étant loin devant à la présidentielle?

Oui, c'est possible. Nous avons quatre candidats en face de nous, dont, pour le parti de Macron, l'un de ses amis proches et ancien conseiller ministériel qui ne vit pas en Suisse. Pour les législatives, nous sommes parvenus à réunir toutes les forces de gauche et écologistes, ce qui représente la seule

opposition possible. Nous pouvons gagner.

Et en France?

Un vrai changement peut intervenir durant ces législatives. Jean-Luc Mélenchon est arrivé premier dans certaines villes ou régions. Avec les résultats de la présidentielle, nous pouvons obtenir les 289 élus nécessaires pour une majorité qui permettra la mise en œuvre de notre programme. ■

* Plus d'infos sur: m.facebook.com/UnionPopSuisse et actionpopulaire.fr

Les conventions collectives, ultimes garde-fous

Un récent rapport de l'Organisation internationale du travail souligne l'importance des CCT pour lutter contre les inégalités, spécialement en temps de pandémie

Aline Andrey

La pandémie a exacerbé les inégalités. Le chômage mondial devrait toucher 207 millions de personnes en 2022 contre 186 millions en

2019, selon les estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT). Toutefois, sans les conventions collectives de travail (CCT), la situation serait bien pire à en croire les conclusions du *Rapport sur le dialogue social 2022: la*

négociation collective pour une reprise inclusive, durable et résiliente de l'OIT. Cette dernière souligne l'importance des conventions collectives pour lutter contre les disparités, que ce soit dans une entreprise, un secteur ou entre les femmes et les hommes. Plus la couverture des employés par les CCT est élevée, plus les différences de salaires sont faibles. Cette étude se fonde sur un examen des conventions et sur les cadres juridiques et réglementaires d'une centaine de pays aux situations très diverses. Pour ne signaler qu'un exemple: moins de 1% des travailleurs et des travailleuses à Oman sont syndiqués contre 91% en Islande. A noter aussi qu'en Suisse, le taux de syndicalisation est de 18%, 34% en Italie, 9% en France...

RÔLE PRÉPONDÉRANT DES SYNDICATS

Selon l'OIT, «la négociation collective a joué un rôle important dans l'atténuation de l'impact de la crise Covid-19 sur l'emploi et les revenus». Les syndicats qui, en plus de négocier des salaires équitables et des conditions de travail décentes, ont eu un rôle essentiel «dans leurs fonctions

de représentation, d'encadrement et de plaidoyer» dans la gestion de la pandémie. Cette crise sanitaire a, toujours selon le rapport, changé les priorités lors des négociations syndicales. La sécurité, la santé, la flexibilité du temps de travail et les aménagements permettant de concilier vie professionnelle et vie de famille, le télétravail, ainsi que la sécurité de l'emploi sont devenus des axes plus importants. L'OIT indique également le rôle prépondérant, à l'avenir, des CCT pour faire face aux bouleversements des modalités de travail (temporaire, temps partiel, sur appel, plateforme, télétravail...). Elle s'inquiète des effets disproportionnés de la crise dans les secteurs féminins et de la charge accrue du travail de soin non rémunéré qui repose sur les femmes. Deux facteurs qui «menacent d'inverser les progrès récents vers l'égalité des sexes». Reste que, pour la première fois, au niveau international, «le taux de syndicalisation des femmes est supérieur à celui des hommes». Plus de 251 millions de personnes sont syndiquées dans le monde, ce qui re-

présente une augmentation de 3,6% au cours des dix dernières années. Une hausse attribuable aux indépendants, «notamment les ramasseurs de déchets, les traducteurs, les journalistes, les acteurs, les musiciens, les interprètes». Car le nombre de salariés affiliés à un syndicat, lui, stagne, voire diminue en pourcentage. Preuve pour l'OIT que «les syndicats doivent renforcer leur capacité à analyser et à comprendre les mutations en cours dans le monde du travail. Ils doivent également être en mesure d'influencer les politiques économiques, sociales et de développement durable, de consolider leurs propres processus institutionnels et organisationnels et de s'engager dans des stratégies innovantes». ■



Personnel de la vente luttant pour la signature d'une convention collective de travail. Selon l'OIT, le chômage mondial au lendemain de la pandémie serait encore plus élevé sans ce type d'accord.

CÂLIN, TAQUIN, PAS TOUJOURS MALIN, LE CHAT S'EXPOSE

Le chat se décline sous toutes ses formes dessinées, à Saint-Maurice. On y trouve la patte d'artistes bien connus et on y découvre les proximités anarchistes du Suisse Steinlen

Laura Drompt et Roderic Mounir

Une exposition populaire, au sens le plus noble, a pris ses quartiers au Château de Saint-Maurice. *Drôles de chats* réunit les générations dans la connivence et le rire autour de l'animal, ici sous forme dessinée. On l'aime pour son indépendance, ses coups de griffe et ses ronronnements. Mais qu'a-t-il à nous dire, et que dit-il de nous? Le registre du féliné a ses stars. Le Chat de Geluck se taille la part du... lion. Sa statue en bronze trône dans les jardins du Château et les combles lui sont dédiés, avec des tableaux en grand format. En ce jour de vernissage, le 9 avril, il y a foule pour écouter le commissaire de l'exposition, Philippe Duvanel. Mais aussi trois invités de marque: le Belge Philippe Geluck, la Lausannoise Haydé et Catherine Sinet, veuve de Siné, venue tout exprès de la région parisienne. Visite guidée, en chaleureuse compagnie.

LE ROUGE ET LE NOIR

Tout commence avec l'affiche du *Chat noir*, réalisée en 1896 par Théophile Alexandre Steinlen pour le célèbre cabaret bohème de Montmartre, fréquenté par les artistes et les intellectuels de la Belle Epoque. Famélique, le regard perçant, il se dresse sur son socle rouge. Les sympathies anarchistes de Steinlen, Lausannois monté à Paris, sont connues. Quelle meilleure illustration du caractère frondeur et insoumis du héros de l'exposition? On évolue au fil des accrochages sur les murs. Félix le chat, Krazy Kat, Garfield, Catwoman, le Chat du rabbin, Hello Kitty... Il y a des caricatures, des mangas, du crayonné. Des œuvres qui ont généré des sommes astronomiques de produits dérivés et des figures plus subversives, qui ont infusé la culture générale. Le chat se fait tour à tour facétieux, rebelle ou câlin. On pouffe de rire, et on s'attendrit, souvent. Par exemple devant ce couple de spécimens aux yeux hallucinés, moustaches fébriles, pattes entremêlées: «Deux chats découvrant les merveilles de l'amour», par Ronald Searle.

LES CHATS, COMME DES HUMAINS

On laisse les juniors se coller comme des aimants aux extraits des *Aristochats*, de Disney, même si certains parents s'agacent de ce pouvoir hypnotique: «Tu l'as déjà vu cent fois!» Peu importe, le décompte passera à cent un. Juste à côté, un carrousel d'ombres chinoises se charge du cerveau des adultes.

Plusieurs pièces sont thématisées, par auteur. On passe volontiers du temps dans celle consacrée à Steinlen, chez qui le dessin prend une dimension plus politique. Pour partie, cet espace compte des hommages de la scène suisse (Tom Tirabosco, Anna Sommer, Zep, Frederik Peeters, Ibn Al Rabin), réalisés pour l'édition 2017 du festival BDfil. Un pudique rideau indique la voie vers quatre planches plus pimentées: «Accès réservé aux souris de plus de 16 ans.» Les *Histoires sans paroles* se lisent comme des fables de La Fontaine. «Le corbeau et le chat», «Plus de pain que de beurre!», «Histoire navrante d'un chat et d'un petit cochon d'Inde», «Les voleurs volés», «Horrible fin d'un poison rouge». Fin observateur du quotidien des humbles, des sans-voix et des classes laborieuses, Steinlen joue sur l'anthropomorphisme pour croquer les travers de ses contemporains.

POTACHES CHARADES

Siné n'est pas en reste. C'est une *Portée de chats* qui attend le visiteur dans la salle consacrée au satiriste, fondateur de *Siné Massacre*, *L'Enragé*, *Siné Hebdo* et *Siné Mensuel*. L'espace ne s'attarde pas sur sa facette anticolonialiste, mais se concentre sur les chats-rades, nés d'une soirée bien arrosée chez Léonor Fini, une artiste fortunée. Catherine Sinet savoure l'accrochage des œuvres de Siné. Puis, passe en mode inspectrice des travaux finis: «Les chats, ce n'est pas ce qu'il préférerait. Ce n'est pas une œuvre politique.» On ne la lui fait pas, à la rédactrice en chef de *Siné Mensuel*. Elle inspecte le tableau explicatif et souffle devant la description de la bataille judiciaire qui a été imposée en 2008 à Siné par Philippe Val et *Charlie Hebdo*, l'accusant – à tort – d'antisémitisme. «On a gagné tous les procès!» Catherine Sinet aurait préféré que ce soit mentionné dans le panneau. A présent, ce sera bien écrit, noir sur blanc, dans le journal. «Ça fait ch... cette histoire, on gagne et ça nous poursuit.» Elle aime surtout voir le public se bidonner devant les charades potaches.

UNE LAUSANNOISE AU MILIEU D'UN «DUO MONDIAL»

Le public est appelé aux – brefs – discours. Catherine Sinet rappelle la surprise du succès économique des chats de Siné. Quinze éditions, dans toutes



Le célèbre Milton, conçu par Haydé.

les langues... «Un truc de fou, quoi. Lui, fils de ferronnier et d'épicière, a pu s'acheter une voiture et un appartement.» Le succès était aussi au rendez-vous pour Haydé et son *Milton*, BD qui aurait dû s'arrêter avec le décès de son inspirateur... «Pendant une année, j'ai pleuré. Les enfants, en apprenant qu'il n'y aurait plus d'albums, pleuraient aussi. Alors j'ai continué.» Philippe Geluck fait la Genèse du Chat, qui commence de manière peu catholique. Un faire-part avec une Madame Chat papillonnante: «Dany, mon amour de ma vie!» Et un Monsieur Chat... comment dire? «Qui présente ses hommages pour la nuit de nocces. Ça a fait rire tout le monde.» Quelques années plus tard, le journal *Le Soir* lui demandera un personnage pour son supplément hebdomadaire: banco! «Je dessine un chat, c'est moi avec un manteau.»

GELUCK SE LÂCHE

Tout cela s'entremêle, prend son sens dans les interactions humaines. Un brin roublard, Geluck ne manque pas de saluer les fabuleuses et formidables compétences de sa rédactrice en chef... Catherine Sinet. «Elle est aussi l'épouse



Un poilu dessiné à toutes les sauces signé Siné.



LAURA DROMPT

Installé à Paris, le Lausannois Théophile Alexandre Steinlen, connu pour ses sympathies anarchistes, avait trouvé avec le chat une excellente illustration d'un caractère frondeur et insoumis...

de mon pote Siné. Je dis "mon pote", mais c'était mon maître. On est devenu amis pour la vie. Et il le suit, dès les débuts de *Siné Hebdo*, devenu ensuite mensuel. «Lorsqu'il a été honteusement viré de *Charlie*, il m'a demandé de venir, mais pas avec mon Chat.» Ce sera une chronique, «Geluck se lâche», dans laquelle il revendique l'usage de «dessins de très mauvais goût». Hommage à son pote si inspirant, esprit libre. Beaucoup d'affection transparait, ce jour, à Saint-Maurice. Entre les auteurs et les autrices, pour tous ces chats, qui peuplent nos imaginaires collectifs. Même si une soutane qui se promène

par là fait se dresser l'esprit bouffeur de Catherine Sinet, digne représentante des plus grands satiristes de la presse française. On ricane devant la scène, il faut bien le dire. Et l'on s'en va, observer le buffet de ce drolatique vernissage, constitué... de langues de chat acidulées. ■

Drôles de chats, à voir jusqu'au 13 novembre au Château de Saint-Maurice (VS). Tous publics, âge conseillé: dès 7 ans. Plus d'infos sur: chateau-stmaurice.ch

Illustrations tirées de l'exposition.



Le héros de Geluck occupe une place de choix dans l'exposition.



Hommage à Steinlen par Jochen Gerner.

JOCHEN GERNER